**Zeitschrift:** Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
**Herausgeber:** Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
**Band:** 26 (2014)
**Heft:** 103

**Artikel:** "Le spectacle est dommageable pour la science"
**Autor:** Knüsel, Pius
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-556227

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

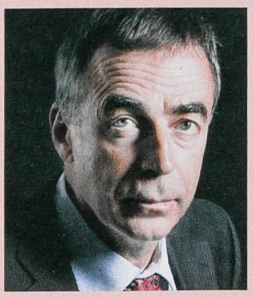
**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 13.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# «Le spectacle est dommageable pour la science»

*«La majeure partie de la communication scientifique est de la propagande. Elle n'a pas le droit d'évoquer l'échec, seulement les succès. Mais là où la critique et la distance font défaut, la confiance s'effrite.» C'est ce qu'a affirmé Pius Knüsel, ancien directeur de la fondation Pro Helvetia, dans un discours remarqué, lors du congrès de la communication scientifique ScienceComm. Il y a abordé le financement de la culture par la Confédération, le sponsoring des chaires et les magazines de recherche. Pour lui, la domination de l'utilité et l'essor des relations publiques finissent par prétériter la capacité du citoyen à s'identifier avec le milieu scientifique. Pour* Horizons, *Pius Knüsel a raccourci et retravaillé son texte.*



Pius Knüsel est directeur de l'Université populaire du canton de Zurich et ancien directeur de Pro Helvetia.
Photo: Caroline Minjolle/Pixsil

Depuis la Renaissance, l'art et la science sont des formes de connaissance très différentes. La science met à disposition du savoir documenté, l'art une expérience subjective et floue. Ils ont pourtant des points communs, notamment la communication dans l'espace public et politique. L'art et la science y opèrent avec des promesses d'utilité et de singularité, en exploitant des méthodes de l'industrie du divertissement. Ce qui détourne le regard de l'essentiel.

Le message du Conseil fédéral sur le financement des activités culturelles pour les années 2016 à 2019 propose ainsi d'augmenter de 15% les budgets de l'Office fédéral de la culture et de Pro Helvetia, soit de 759 à 895 millions de francs. Le problème de cette proposition, c'est que le texte de 160 pages ne fournit aucun argument convaincant. On y lit que la culture - notamment la culture contemporaine du bâti - crée une cohésion sociale. C'est impossible à prouver, le contraire aussi. La culture transcenderait l'individualisme moderne. Vraiment? N'en est-elle pas justement la source? La culture apaiserait la polarisation sociale. C'est peut-être ce que fait la culture standardisée, mais certainement pas la diversité culturelle, proclamée dans le message, qui entraîne forcément polarisation et tensions.

Le message ne réfléchit pas à ces points. Il ignore aussi les statistiques qui démontrent que, depuis quarante ans, la politique de la «haute culture» atteint les mêmes couches cultivées et fortunées de la population. Il mise surtout sur des visions du monde dogmatiques. Il exige qu'on dépense plus afin de combler de prétendus déficits. On ne peut s'empêcher de soupçonner que la multiplication de tels messages est liée au caractère inatteignable des objectifs poursuivis. Ce qui ne serait toutefois pas dû à une erreur lors de la fixation de ces objectifs, mais à un manque de ressources financières.

Inversement, le politique et le système de l'art subventionné voient la diffusion d'une culture non subventionnée, et donc commerciale, comme une catastrophe, qui doit être combattue avec encore plus d'art subventionné. Car accepter la culturalisation «sauvage» ou autofinancée de la société impliquerait de se poser des questions sur l'importance et les coûts de l'intervention publique dans le domaine de la culture. Mais cela reste exclu. Etendre son domaine de compétence personnel permet de se légitimer soi-même.

Le refus de l'autocritique, la résistance aux faits et la malhonnêteté de l'argumentation m'ont poussé, il y a deux ans, à démissionner de mon poste de directeur de Pro Helvetia. Je suis devenu directeur de l'Université populaire du canton de Zurich. Les universités populaires peuvent être considérées comme le premier grand projet de politique culturelle du début du XXe siècle: la réduction des tensions sociales par la démocratisation de l'éducation. En tant qu'institutions de vulgarisation de la formation académique, elles ont eu beaucoup de succès. On y communique la science telle quelle. La Suisse en compte encore 70, mais, en termes de politique de la formation, elles restent à l'écart. J'y vois deux raisons: la domination de la pensée utilitariste et la manie de l'autopromotion des hautes écoles.

### Accélérateur de carrière

Entre 2009 et 2011, la direction zurichoise de l'instruction publique a fait passer sa subvention à l'Université populaire de 1,5 million de francs à zéro franc. Son principal argument: seule la formation continue professionnelle est politiquement importante. Le canton ne veut soutenir et ne soutiendra qu'une formation qui accélère

la carrière, promet un meilleur revenu et finit par produire plus de substrat fiscal. A cet effet, il a mis en place une institution intégralement étatique qui pèse 10 millions de francs, baptisée «formation pour adultes Zurich». J'appelle utilitarisme étatique ce genre de politique axée sur la capacité de travail. Elle considère la formation comme une accumulation de compétences techniques et non comme l'exploration critique d'un univers.

La domination de l'utilité a aussi gagné depuis longtemps les universités et les hautes écoles, sous la forme du besoin de s'autopromouvoir. Au cours de l'hiver 2013-2014, l'Université populaire de Zurich a proposé un cycle de conférences sous le titre «Utopies pour Zurich». Lors de six soirées, on y a débattu des perspectives de développement de l'espace métropolitain zurichois. La maire était là et elle a parlé du caractère social de sa ville. Alors que nous étions encore en train de peaufiner les détails, la municpalité a annoncé une série de conférences, en collaboration avec l'Université de Zurich, intitulée «Douleurs de croissance». Le même sujet, avec la maire également. Les deux cycles ont bien marché. La différence: l'auditeur devait payer 30 francs pour assister aux soirées de l'Université populaire, alors que la coproduction municipalo-universitaire était gratuite. Et à l'Université populaire, il y avait une troisième position critique, ce qui n'était pas le cas lors des autres manifestations. Peu après, la présidente de la Ville de Zurich a rendu visite au recteur. Le gros titre: «Nous continuons! Et nous le faisons nous-mêmes!» C'est tendance. L'université et l'administration municipale veulent contrôler directement leur image publique. Science, recherche, politique et planification, main dans la main. La science est utile, le politique se donne des airs scientifiques. Personne ne remarque que la transmission de la science se mue en entreprise de relations publiques. La valeur ajoutée critique d'une instance de la société civile comme l'Université populaire ne compte pas.

### Presque comme un divertissement

L'anecdote illustre la culture des relations publiques qui s'abat sur nous depuis une vingtaine d'années. Quand il est question de politique, de culture, d'éducation et de santé, on parle de «communication», parce que cela fait plus classe. Depuis que je travaille dans la formation pour adultes, les magazines universitaires s'empilent sur mon bureau. Ils décrivent une pléthore de projets de recherche exceptionnellement utiles. A cela s'ajoutent les invitations aux «science days», «science slams», nuits de la recherche, journées portes ouvertes, après-midis pour enfants, festivals de formation. Une palette d'offres s'est créée autour de la science. On veut prouver au public à quel point on est utile. On souhaite générer de l'attention, suggérer de l'importance, présenter la science comme une expérience séduisante, presque comme un divertissement qui produit de la connaissance en passant.

Cette culture florissante des relations publiques déforme l'image de ce dont elle parle. Elle gonfle l'importance des hautes écoles. Elle réduit la science à quelques amabilités. Elle esthétise la recherche. Et elle transforme les universités en marques concurrentes. Elle en fait des entreprises qui jouent des coudes pour gagner sur le marché du financement. Ce genre de communication scientifique remet en cause le préjugé positif selon lequel l'éducation et la science sont utiles et nécessaires. Elle le remet en cause en devançant le doute qu'inspire l'évolution actuelle.

Personne ne nie la valeur de la science en tant que telle. Sinon, nous n'aurions pas notre système universitaire. Il a été instauré bien avant l'invention de la communication scientifique. Christoph Pappa, secrétaire général de l'Université de Berne, déclarait en mars 2014 dans *Horizons*: «A l'ère de la compétition entre institutions de formation, de la concurrence croissante et de la réduction des moyens financiers, vous devez pouvoir mettre en évidence ce qui fait la force de l'Université. Sans quoi,

«La culture florissante des relations publiques réduit la science à quelques amabilités et esthétise la recherche.»

«J'interdirais les surperlatifs et je stopperais les relations publiques. Ce qui est important se diffuse de toute façon dans la société.»

tôt ou tard, vous irez au-devant de difficultés.» Soit il formule une banalité – tout le monde sait à quoi sert une université – soit il redoute le discours critique sur le milieu scientifique.

Or, les motifs de critique existent. Les hautes écoles (tout comme les institutions culturelles) doivent se distinguer au niveau régional, national et international. Elles se développent pour devenir des facteurs d'image, des moteurs d'économie régionale. Le politique encourage les partenariats avec l'économie, les chaires financées par des tiers, la rentabilité, des faits politiquement exploitables, des utopies scientifiquement étayées. Les hautes écoles, notamment les HES, suivent joyeusement. On est prêt à accepter la privatisation silencieuse de cette ressource sociale qu'est l'université. Les discussions autour du sponsoring de l'UBS International Center of Economics à l'Université de Zurich, sur la chaire Swisscom à l'EPFZ ou sur le sens ou le non-sens du Human Brain Project, bâti sur des promesses gigantesques et politiques, témoignent de l'orientation politique du milieu scientifique.

Quand elle est plus modeste, la science s'affiche volontiers en partenaire local du politique. «La recherche, en toute situation», tel est le dogme de la communication scientifique. Elle a beau se la jouer sobre, elle est partie prenante de cette transformation de la culture interne des universités et des hautes écoles. Elle rend la science triviale et en fait un concept utilitariste. Elle sape l'idée que la science et la recherche constituent un univers propre, et qu'elles peuvent prétendre à l'incompréhension, aux fausses pistes et à l'absurde; que la science est un système qui ne peut être productif qu'en tant que ressource collective, et qu'elle n'est pas soluble dans des marques compétitives.

Je crains que l'identification des citoyens avec le milieu scientifique ne faiblisse, au fur et à mesure que celui-ci évolue vers la culture du spectacle. Cette apparente proximité suscite du scepticisme, la transmission ininterrompue d'informations produit du stress. Les adultes sont capables de saisir l'importance des institutions scientifiques et culturelles pour la société. Qu'on leur prémâche cette importance les contrarie. Que la transmission du message se fasse en usant du niveau d'un journal illustré les irrite.

### Le doute du public

Car rien ne rend le citoyen plus sceptique que la propagande. Or, la majeure partie de la communication scientifique est de la propagande. Elle n'a pas le droit d'évoquer l'échec, seulement les succès. Mais là où la critique et la distance font défaut, la confiance s'effrite. Elle aggrave donc le problème qu'elle entend résoudre en dissimulant une source de connaissance significative: le doute du public.

Dans le magazine *Oec.* de juin 2014, Josef Falkinger, professeur d'économie financière et de macroéconomie à l'Université de Zurich, cite trois facteurs sur lesquels repose la confiance dans le milieu scientifique: la compétence, l'honnêteté intellectuelle et la conviction qu'il vaut la peine de «se servir de sa raison» et d'«en faire publiquement usage» (Emmanuel Kant). «Il ne s'agit pas, écrit-il, de savoir qui est le meilleur et qui gagne, mais ce que cela finira par donner, en termes de connaissance ou de technique. La confiance baisse avec la multiplication des superlatifs.»

C'est pourquoi j'interdirais les superlatifs et je stopperais les relations publiques. Ce qui est important se diffuse de toute façon dans la société, grâce à ceux qui appliquent la connaissance, grâce à l'enseignement, à l'intérêt critique des médias pour le milieu universitaire, à l'économie. La communication interuniversitaire est assurée par l'échange au sein de la communauté scientifique. La science n'a pas besoin de l'autocontemplation qui agite le show-biz. Le discours sur la politique de l'éducation existe sans les relations publiques. Pour cela, nous avons des médias indépendants. Que ce discours puisse aussi exprimer des doutes est une question d'honnêteté. Et la critique un signe de scientificité. Ce n'est que comme cela que la science avance, en particulier et en tant que système.

Le texte (en allemand) dans son entier est disponible sous www.sciencecomm.ch.